

ECONOMIE BOTTOM UP OU BIO-ECONOMIE

LES APPORTS DE REPENSER L'ECONOMIE
HIERARCHIE DES INFORMATIONS ET CADRE
D'EVALUATION
EBAUCHE DE NORMES GENERALES APPLICABLES
CONCLUSIONS PRATIQUES SUR LE RÔLE DES REGLES
DE VALORISATION

CHRISTIAN PLAETEVOET

**Décembre
2013**

REPENSER L'ECONOMIE : ECONOMIE BOTOM UP OU BIO ECONOMIE

REPENSER L'ECONOMIE

Le talent oratoire de OLIVIER PASTRE pour mettre en regard les incertitudes de la pensée économique sur les solutions à appliquer pour sortir de la crise actuelle, des constations de bon sens force l'admiration. Les développements qu'il en fait dans ses publications méritent de la même façon de recevoir un prolongement et le bénéfice d'un éclairage complémentaire en faisant la liaison entre le réel et l'attachement à considérer l'économie comme une branche de la physique comme science expérimentale.

Le combat de André Orléan ¹ et celui de MM Algan, Cahuc, Zylberberg², d'ailleurs cités dans REPENSER L'ECONOMIE³ s'inscrivent en contrepoint de l'ouvrage.

Pour clarifier le débat, les points saillants de l'analyse méritent d'être rappelés :

La révolution libérale « karcherisant » les structures administratives et confiant à la sagesse des marchés le rôle de régulateur ultime

La structure largement excédentaire des outils de production conduisant au dumping salarial

L'inflation par la valeur créatrice de bulles et rendant inaccessibles des actifs essentiels à une par de plus en plus importante de la population

Les rapports de volume la crise du marché immobilier US 1500 milliards \$ le volume des marchés dérivés 700000 milliards.

Les déséquilibres financiers créés par les conditions d'exercice des échanges internationaux (3000 milliards pour la Chine seule) et ceux des pays exportateurs de matières premières alimentés par l'excès de liquidité fournie par la FED et les déficits US.

Les stress sur la liquidité induit par l'universalité conféré par les Etats aux opinions des agences de notation grâce à une légitimité réglementaire, ce qui conduit tous les acteurs à réagir de concert dans leur options de détention des dettes.

Inanité des modèles théoriques de valorisation lorsque les marchés deviennent illiquides ;

La doctrine de la concurrence pure et parfaite qui implique

1 l'atomicité des agents tous petits et de même taille

2 l'homogénéité des produits

3 l'homogénéité de l'information

4 le libre accès au marché sans tenir compte du temps et des barrières techniques instaurées par les normes et les brevets à l'entrée sur le marché ;

5 La libre circulation des hommes et des capitaux sans tenir compte de la diversité des environnements sociaux culturels objet majeur du présent débat européen et des diverses lois sur l'immigration. « La théorie économique n'aime pas la sociologie »⁴

1 L'empire de la valeur Seuil octobre 2011

2 La fabrique de la défiance Albin Michel 2012

3 Fayard 2013

4 André Orléan

Enfin le problème écologique représenté par le problème des extinctions massives d'abeilles opposant rendement agricoles à court terme et l'avenir de la pollinisation. La conclusion de la démarche porte sur une mise en application de la règle de subsidiarité utilisée dans la construction Européenne avec des ressources et des règles de contrôles. Si l'on illustre les différents points évoqués, les principaux aspects de contestation portent sur le décalage entre la pensée économique et la réalité. Les effets en sont des décisions politiques dévastatrices ou inefficaces pour au minimum préserver les drames sociaux comme ceux observés en Grèce, ou les services des sites touristiques ne sont plus assurés (d'où une baisse des recettes) ou l'absence de couverture maladie pour 50 % de la population (d'où une baisse de la productivité).

Au plan de la valorisation, le recours au marché comme référence de prix universelle, devient impraticable quand la liquidité disparaît. Or ce phénomène résulte d'une utilisation des marchés qui sont des outils de valorisation secondaires à devenir la seule référence pour les échanges. Or leur utilisation est majoritairement réalisée par l'intermédiation qui n'est pas rémunérée comme un service mais par des différences de prix ce qui induit une volatilité coûteuse pour la production laquelle obéit à d'autres rythmes. Acteurs dans ces marchés les intermédiaires introduisent en outre des biais temporels qui leur permettent à leur profit d'utiliser une fausse liquidité contrôlée par un nombre limité d'entre eux. La disparition d'un des leurs conduisant à la catastrophe qui doit être supportée par les états.

Les crises de liquidité potentielles sont donc inhérentes au modèle en raison de la concentration des pouvoirs soit sur l'intermédiation financière soit sur les références d'appréciation du risque par les agences de notation.

L'atomisation du marché garante de l'information prix a disparu.

L'utilisation d'outils mathématiques destinés aussi à accroître les volumes avec des exécutions informatiques disproportionnées pour la création de richesses tangibles induites. Cette tendance est d'ailleurs en retard sur le revirement des scientifiques en matière de modèles avec un retour vers l'expérimentation même pour les phénomènes cosmiques⁵, en raison de pertes de contrôle sur les successions de processus programmés.

L'accroissement des capacités de production généré par les recherches d'optimisation des coûts réalisé par les groupes multinationaux s'est développé sans contrepouvoir par le biais de l'optimisation salariale. Elle a créé dans un premier temps un substitut de pouvoir d'achat dans les pays dit développés grâce aux salaires payés aux travailleurs des pays émergents. Ce phénomène a été ; il a été ensuite relayé par l'endettement. Une telle évolution s'il le fallait montre l'absence de capacité prédictive de la science économique considérée comme une science exacte. Elle n'a pas vu l'érosion cumulée induite du pouvoir d'achat et le risque de développement d'une paupérisation généralisée que le processus impliquait.

La baisse du pouvoir des états et l'optimisation fiscale s'y est ajoutée et a ensuite conduit à une inflation cachée par la valeur. La concentration de l'épargne devenue exponentielle et ultra concentrée ne trouvant plus d'actifs pour s'employer il a fallu en créer d'où la titrisation « subprime. »

Ainsi tant l'économie réelle que la sphère financière ont créé des déséquilibres majeurs qui ne pouvaient que se corriger un jour.

BILAN OBJECTIF DE L'USAGE DES OUTILS EXISTANTS

Au lieu de développer des systèmes d'échange de plus en plus diversifiés, la concurrence a conduit à une concentration de la puissance industrielle et commerciale des groupes

privé dont les données économiques dépassent celles des Etats. La maîtrise des prix dans les produits dérivés OTC a donné à la sphère financière la capacité de créer de la monnaie sans contrepartie, notamment grâce à l'asymétrie de l'information inhérente à toute l'intermédiation de marché.

L'organisation des paiements internationaux basé sur la création de dettes rémunérées dans une monnaie unique le dollar, a induit une obligation de croissance dans le système, ne serait-ce que pour payer les intérêts.

Ce processus exponentiel conduit à épuiser les ressources fossiles de la planète, l'acquisition de nouvelles ressources se faisant à un coût énergétique toujours plus élevé alors que le potentiel de travail humain est excédentaire.

Au plan écologique l'uniformisation de l'agriculture industrielle à l'échelle de la planète induit une régression de la biodiversité, et une sensibilité accrue aux modifications d'environnement si ce n'est le risque de disparition des insectes pollinisateurs.

On pourrait multiplier les exemples dont le bilan en fait est simple via l'uniformité des solutions ont accru les risques catastrophiques. L'évolution de la vie sur terre témoigne d'une approche totalement différente. Chaque environnement a créé son biotope et les solutions mises en œuvre nous émerveillent chaque jour. On en comprend l'intérêt au récit des catastrophes qui ont émaillé l'histoire de la terre.

Il est étonnant que cette évidence ne nous ait pas incité à réfléchir à préserver une richesse de solutions, nous qui rapportons de nos voyages tant de curiosités conceptuelles ou esthétiques de artisans locaux.

L'observation simple de la façon dont évolue une mangrove ou un roncier en donne une idée claire. Au fur et à mesure que l'écosystème se développe il abrite de plus en plus de système vivant et cet équilibre s'enrichit régulièrement.

Que l'on l'agresse modérément il se reconstitue rapidement, mais quand il est soumis à un système de destruction excessif sa régénération devient lente, et si elle est répétée l'écosystème se meurt.

Les environnements économiques sont de même nature, et l'on vante la Silicon Valley comme un modèle alors que l'on soumet nombre de marchés à des agressions répétées par les prix et les modes de production, détruisant les organisations socio-économiques puis on tente de les réparer par l'aide alimentaire qui supprimant le travail de la terre introduit la corruption et la prédation.

Enfin, si l'on considère que le cadre dans lequel l'espèce humaine a prospéré au-delà de tous les autres systèmes vivants à l'exception peut-être des bactéries et des virus, il est nécessaire que le système d'évaluation de notre action passe de la prise en compte unique de nos activités de production en vue d'échanges ultérieurs à une valorisation duale qui tienne évidemment toujours compte de nos créations et services échangeables, mais aussi des échanges non valorisés que nous effectuons avec notre environnement comme un cadre fini pouvant être enrichi, appauvri ou détruit.

Dans ce contexte les transferts des valeurs comptables ne doivent pas conduire à des transferts induits de charges conduisant à modifier les équilibres fondamentaux des relations entre les agents économiques entre eux et entre les agents économiques et le patrimoine naturel, dans le sens d'un accroissement des disparités. Celle-ci en effet conduit inévitablement soit à tricher avec les principes établis soit à générer des conflits d'intérêts soit à remettre en cause la répartition équitable des progrès réalisés.

La prise en compte de nos actions sur le cadre naturel de notre environnement reste le plus délicat car nous sommes encore très loin de pouvoir mesurer les conséquences de multiples interactions dont les effets peuvent être soit progressifs soit répondre à des

ruptures de type catastrophiques.

Jusqu'à une époque récente notre action n'était pas de nature à modifier sensiblement et surtout de façon irréversible les équilibres globaux de la sphère terrestre ou plus précisément nous n'avions pas conscience de ses impacts et considérons que nos actes ne génèrent qu'une valorisation ou une amélioration de cet environnement en le rendant plus à même de satisfaire nos besoins.

Nous avons ainsi créé des voies de communication ou asséchés des marais générateurs de miasmes; ce qui a permis de limiter certaines maladies et d'accroître notre domaine agricole ou urbain. Par contre nous n'avons pas mesuré les conséquences à long terme de ces modifications sur les équilibres hydrologiques globaux et sur les chaînes alimentaires inter-espèces qui ont disparu.

Ces modifications dans un premier temps ont été réalisées compte tenu des moyens mis en oeuvre sur des périodes longues et dans des cadres géographiques circonscrits. Ils n'affectaient que de façon limitée les équilibres globaux qui s'étaient instaurés au cours de millénaires précédant nos interventions.

Mais en raison de notre croissance démographique et de notre maîtrise d'une énergie abondante et du développement de moyens mécaniques puissants nos actions sont devenues tellement importantes qu'elles affectent les mécanismes régulateurs de la planète établis au cours de millénaires de façon de plus en plus globale.

Il n'est plus possible de laisser les autres systèmes vivants présents sur la planète assurer pour notre compte la régénération des équilibres que nos réalisations détruisent, ils n'en ont plus les moyens en raison du rythme accéléré et du volume croissant de nos modifications du cadre dans lequel ils sont en mesure d'intervenir.

Or notre façon de prendre en compte nos actions est globalement limitée à la comptabilisation du travail humain nécessaire pour réaliser nos modifications et à son accumulation génération après génération. Et dans cette démarche dans certains cas nous nous valorisons comme un acquis certaines de nos destructions. Le seul résultat possible est une valorisation erronée du résultat global.

Par ailleurs nous ne prenons pas en considération globalement notre patrimoine de départ à l'exemple de la comptabilité des sociétés. Ainsi nous ne valorisons pas nos apports de façon équilibrée et en considération de nos prélèvements sur le capital initial. Nous ne prenons pas plus en compte le coût que les générations futures auront à assumer pour le reconstituer ou couvrir les dégâts non évalués.

Nous ne prenons pas en compte toutes les actions et innovations qui ne font pas l'objet d'un échange de monnaie, ou de matière.

En conséquence les éléments qui conditionnent la décision économique sont faussés et M. Pastré a très justement conclu en disant qu'il manque un ingrédient que nous ne savons pas mesurer, valoriser ou produire et qui est infiniment volatil qui est la confiance.

Il pourrait être approché si nous mesurons une part des externalités et si nous déduisons de notre production de richesse ce qui est en réalité une amputation de notre efficacité globale : le chômage, les guerres, les forces de police, les dépenses d'indemnisation ou reconstruction résultant des destructions ou incivilités etc....

EBAUCHE DES PRINCIPES D'UNE BIO-ECONOMIE.

De nombreuses initiatives commencent à se développer pour prendre en compte la

finitude des ressources de notre planète ISO 26000, BILAN GLOBAL etc. Mais nous sommes encore loin d'avoir une approche intégrée de mesures nécessaires pour corriger les erreurs d'évaluation et les transferts indus de risques comme ceux permis par la titrisation des créances hypothécaires dans lesquels les responsables de la production - les courtiers en immobilier - de l'emballage – les banques – et du contrôle technique – les agences de notation- n'ont aucune responsabilité en matière de qualité et de conformité du produit vendu. Seul l'acquéreur subit le préjudice.

Pour palier ce gap technologique, il convient de laisser progressivement les communautés déterminer leurs évolutions et la nature des échanges qui vont se réaliser à l'intérieur de la bio-économie et de ses rapports avec l'extérieur.⁶

Nous sommes dans l'économie bottom up de M. Pastré, avec toutefois des nuances quand aux mesures qui évaluent les revenus sous déductions des dysfonctionnements et des ressources externes. Les mesures vont porter sur les échanges, mais aussi sur la création de richesse : accroissement de la bio-diversité, amélioration de la qualité de l'eau de l'air, accroissement des compétences, qualité de l'enseignement, niveau sanitaire. L'ensemble sera mesuré en tendance.

Les échanges avec l'extérieur seront par définition équilibrés, c'est la valeur des produits et services échangés qui variera afin de ne pas créer de dettes. Les projets seront réalisés sur la base des principes utilisés par les caravaniers babyloniens. Les entrepreneurs et les bailleurs de fonds seront à égalité de risque dans le projet.

Afin de palier aux risques toujours présents de balkanisation ou de conflits de féodalité, le recours de chacun des citoyens participants est acquis au niveau supérieur de rang n+2 à un coût proportionnellement équivalent dans les revenus des défendants.

Les bilans réalisés au niveau local, se reporteront à l'identique au niveau régional et national en optimisant l'allocation de ressources et en minimisant les coûts des dysfonctionnements et en surveillant la conformité des évolutions de ressources avec celle de la valeur des actifs essentiels.

La constitution d'un patrimoine commun, cessible pourrait permettre de couvrir les risques de la vie et les retraites.

En fait, bien des dispositifs actuels se rapprochent de cette démarche à ceci près que la gestion des dysfonctionnements, n'est pas assurée et valorisée permettant la plupart des gâchis observés.

Ainsi l'initiative de M. Pastré se trouve enrichie d'un système de contrôle implicite et d'un suivi des performances qui s'auto-contrôle et permet de réduire progressivement les gabegies et de préserver la planète.